



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

Arrêté n°2024-32-AT

**portant autorisation d'un débit de boissons temporaire  
en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique**

Le Maire de Remouillé,

**VU** le code de la santé publique, et notamment ses articles L 3334-2 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-8 et L. 2542-8 ; articles L 2212-2.3° et L 2214-4

**VU** l'arrêté préfectoral réglementant les débits de boissons dans le département de la Loire-Atlantique ;

**VU** la demande présentée par l'association SVVC ;

**CONSIDÉRANT QU'IL CONVIENT D'ACCORDER UNE AUTORISATION D'OUVRIRE UN DÉBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'association SVVC, sise au 3 place de l'église 44190 GORGES, représentée par M. LEMOINE-PERRET, président, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de leur spectacle " Roméo et le cercle des astres", qui aura lieu au complexe Arsène Beauchêne 44140 REMOUILLE, du jeudi 30 mai au dimanche 2 juin et du vendredi 7 juin au dimanche 9 juin 2024.

**ARTICLE 2** : À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>, le débit de boissons temporaire pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

**ARTICLE 3** : Toutes infractions à la réglementation applicable en matière de débits de boissons seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et en tous lieux habituellement réservés à cet effet.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera transmis au Représentant de l'État, à la gendarmerie d'Aigrefeuille sur Maine et notifié à l'intéressée.

Fait à Remouillé, le 16 Avril 2024

Le Maire,  
Jérôme LETOURNEAU



*La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*